

Communiqué de presse

Les lois répressives telles que l'article 54 du code de procédure pénale, la loi antiterroriste et la loi sur la cybersécurité sont le reflet du système d'oppression colonial

Face à la longue lutte politique du peuple et au récent et intense soulèvement de masse des étudiants, le peuple éprouve un sentiment de soulagement après l'effondrement du tyran Hasina. Il est désormais nécessaire de modifier rapidement les lois et les structures de l'État utilisées par le gouvernement Hasina pour réprimer le peuple. Tout comme le public a exigé le jugement d'Hasina et de ses agents, l'annulation des lois par lesquelles elle a réprimé les masses et transformé le pays en un État policier est également l'une des principales demandes du peuple. En particulier, la tristement célèbre Loi antiterroriste-2019 et l'infâme Loi sur la cybersécurité-2023 promulguées par le gouvernement Hasina sont toujours en vigueur, suscitant le mécontentement de la population. En effet, sur la base de ces lois, des milliers d'oulémas et de personnes aimant l'Islam, de journalistes sincères, de personnalités politiques, d'intellectuels et de citoyens conscients et courageux ont été victimes de disparitions forcées, d'arrestations, d'oppressions et de tortures. La tristement célèbre Aynaghor (fosse d'enlèvement) a été créée sur la base de ces lois. La population attend donc du gouvernement intérimaire qu'il se penche rapidement sur cette question.

La population perçoit depuis des décennies que ces lois négatives répressives sont le reflet inévitable du système colonialiste occidental, utilisé par les régimes laïques successifs qui sont arrivés au pouvoir au lieu de les abroger. Par exemple, la section 54 du code de procédure pénale de 1898 confère à la police le pouvoir d'arrêter au hasard n'importe quel citoyen du Bangladesh. Nous savons que les Britanniques ont adopté cette loi pour la première fois en 1898 afin de réprimer le mouvement de masse anti-britannique. En créant la section 54 de cette loi, le régime britannique a arrêté des millions de personnes sans mandat (Banglanews24, 4 février 2014). Toutefois, aucun régime au pouvoir n'a modifié cette loi depuis des décennies. Par ailleurs, la loi antiterroriste de 2009 a été promulguée pour répondre à la guerre mondiale de l'Occident contre l'Islam. Par ce biais, les régimes en place dans les pays musulmans se sont opposés au renouveau de la Oumma musulmane et de l'Islam politique afin de maintenir l'hégémonie occidentale. Par exemple, **Hizb ut Tahrir** a audacieusement et fermement protesté contre les meurtres d'officiers militaires talentueux à Pikhana en février 2009 par le gouvernement Hasina dans l'intérêt de l'Inde, et a également protesté contre l'exercice militaire conjoint États-Unis-Bangladesh « Tiger Shark » qui a été organisé au nom de la sécurité dans le golfe du Bengale en octobre 2009. Peu après, sur les instructions de ses maîtres étrangers, le régime de Hasina a interdit le parti politique non violent et intellectuel **Hizb ut Tahrir** en vertu de cette loi, bien qu'il n'ait pas réussi à empêcher **Hizb ut Tahrir** de mener une lutte intellectuelle et politique. Les gens ont également été témoins de la façon dont la loi sur la sécurité numérique de 2018 et la nouvelle loi sur la cybersécurité de 2023 ont supprimé et réduit au silence les voix de politiciens, de journalistes et d'intellectuels sincères.

Dans le système islamique (Khilafah), la responsabilité des dirigeants est une obligation islamique. Le Messenger (saw) a dit, « أَفْضَلُ الْجِهَادِ كَلِمَةٌ عَدْلٍ عِنْدَ سُلْطَانٍ جَائِرٍ أَوْ أَمِيرٍ جَائِرٍ » **« Dire la vérité devant les tyrans est le meilleur Jihad »** (Ahmad, Tirmidhi). Par conséquent, de telles lois répressives n'existeraient pas dans le système du Khilafah. En outre, le principe de la Charia dans l'Islam est le suivant : « Une personne est innocente jusqu'à ce que sa culpabilité soit prouvée ». Par conséquent, la Charia a atteint le summum de la perfection en matière de préservation des droits de l'homme et de protection de leur dignité, que la personne soit innocente ou accusée. Le Messenger (saw) a dit, « تَمَّ تَكُونُ مُلْكًا جَبْرِيَّةً فَتَكُونُ مَا شَاءَ اللَّهُ أَنْ تَكُونَ ثُمَّ يَرْفَعُهَا إِذَا... **alors il y aura la fin de la tyrannie, et alors il y aura le Khilafah sur la méthode de la Prophétie.** » (Musnad Ahmad). Par conséquent, pour se débarrasser définitivement du système d'oppression existant, il est du devoir de chaque musulman d'exiger l'établissement du Khilafah selon la méthode de la Prophétie, sous la direction du **Hizb ut Tahrir**. Allah (swt) dit, « كُنْتُمْ خَيْرَ أُمَّةٍ أُخْرِجَتْ لِلنَّاسِ تَأْمُرُونَ بِالْمَعْرُوفِ وَتَنْهَوْنَ عَنِ الْمُنْكَرِ وَتُؤْمِنُونَ بِاللَّهِ » **« Vous êtes la meilleure des**

nations, élevée pour le bien de l'humanité ; vous ordonnez le bien, interdisez le mal et croyez en Allah.” [Sourate Al-Imran: 110].

Bureau des médias de Hizb ut Tahrir

dans la Wilayah du Bangladesh

Hizb ut Tahrir / Wilayah Bangladesh

Site Web Officiel: ht-bangladesh.info **E-Mail:** contact@ht-bangladesh.info

Site Web officiel du Hizb ut-Tahrir :

www.hizb-ut-tahrir.org

Site Web du bureau central des medias du Hizb ut-Tahrir :

www.hizb-ut-tahrir.info